



# Cgt-Educ' Action 06

34 bd Jean Jaurès 06300 Nice

06.62.01.08.93 2degre06@cgteducationnice.org



## **DECLARATION PRÉALABLE DE LA CGT EDUC'ACTION 06 AU CTA DU 12 NOVEMBRE 2012**

Pour les personnels de l'Education nationale, la rentrée 2012 s'est faite dans un climat particulier. Ils ne sont plus la cible de déclarations incessantes contre le service public d'Education, comme pouvait le faire le précédent gouvernement, mais la situation n'est pas satisfaisante pour autant.

Les ateliers de « la Refondation de l'Ecole » n'ont pas débouché, dans les propositions retenues par le ministère, sur toutes les revendications que nous défendons. C'est le cas avec le maintien du socle commun, mis en place par monsieur Fillon en 2005 et le livret personnel de compétences ou encore la poursuite des réformes du lycée (bac pro en 3 ans, voie générale, STI2D) imposés par messieurs Darcos et Chatel.

Après des années de suppressions de postes et de RGPP, les conditions d'exercice sont aujourd'hui extrêmement difficiles dans beaucoup d'écoles, collèges ou lycées. Les 1000 postes réinjectés fin juin se sont avérés largement insuffisants. Le gouvernement a entériné de fait les 15 000 suppressions d'emplois décidées par son prédécesseur. L'annonce de la création de 43 000 postes à la rentrée prochaine est, d'une part trompeuse puisque sur ces 43 000 postes, 22 000 sont des remplacements de collègues partant à la retraite, d'autre part ces créations sont insuffisantes au regard des 80 000 suppressions de ces 5 dernières années. Pourquoi Vincent Peillon n'a-t-il pas accordé, comme le demandait la CGT Educ'action, une garantie de réemploi pour tous les contractuels employés l'an dernier ? Cette mesure, juste et indispensable, serait pourtant cohérente avec la politique affichée. Nous demandons le réemploi de nos collègues non titulaires et leur titularisation, le service public d'éducation a besoin d'eux.

Les personnels de l'Education Nationale, comme tous les salariés, ne sont pas décidés à accepter les mesures d'austérité imposées par les classes dirigeantes dans tous les pays d'Europe et que coordonne l'Union européenne. Le gel du point d'indice représente à lui seul une perte de plus de 14% depuis 2000. Le Japon et la FRANCE sont les seuls pays de l'OCDE dont les enseignants ont subi une baisse de leurs revenus entre 2000 et 2010 alors que les salaires de leurs collègues ont augmenté en moyenne dans la même période de 20%. Cette situation a encore été aggravée par les réformes des retraites ainsi que des mesures de stigmatisation populistes comme l'instauration du jour de carence dans la fonction publique.

La CGT Educ'action revendique la suppression du jour de carence et une augmentation des salaires permettant de compenser la perte du pouvoir d'achat que nous avons subis.

Face aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession, ainsi qu'au démantèlement continu du modèle social européen, la FERC CGT s'inscrit dans la journée européenne d'action et de solidarité décidée par la Confédération Européenne des Syndicats. A ce titre, elle appelle l'ensemble des salariés de ses secteurs à faire grève et à participer aux manifestations prévues ce mercredi 14 novembre.